

**Nations unies - Débat thématique :
revue des opérations de paix -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 06 avril 2017)

Madame la Présidente,

Je remercie chaleureusement le secrétaire général pour son importante intervention et voudrais l'assurer du plein et entier soutien de la France à l'approche qu'il vient d'exprimer. Je remercie également la présidence américaine pour l'organisation de cette séance. Le thème qui nous réunit aujourd'hui, le maintien de la paix, et les hommes et les femmes qui le servent, les casques bleus, sont pour beaucoup l'identité et les visages des Nations Unies.

Madame la Présidente,

Je voudrais souligner trois points en particulier.

Mon premier message est que le maintien de la paix onusien sauve des vies et remplit une mission irremplaçable.

Hier en Namibie, au Cambodge, au Salvador, en ex-Yougoslavie, en Sierra Leone, au Libéria, au Timor Leste, en Côte d'Ivoire ; aujourd'hui en République centrafricaine, au Mali, en RDC, au Soudan du sud, au Liban, au Darfour, les casques bleus évitent des combats ; protègent des civils ; ouvrent l'espace nécessaire aux processus politiques. Ils le font à un coût limité puisque le budget des opérations de maintien de la paix représente à peine 0,5% du budget des dépenses militaires annuelles mondiales. Il s'agit donc d'un investissement à la fois indispensable et responsable.

Les plus grands traumatismes depuis la Seconde guerre mondiale sont ceux où le maintien de la paix a failli - je pense notamment à Srebrenica et au Rwanda - et ceux où le maintien de la paix n'est pas présent, comme en Syrie. Ces échecs marquent légitimement notre mémoire collective.

Mais chacun sait qu'une base de casques bleus constitue souvent pour les populations vulnérables le seul espoir face à des groupes armés qui terrorisent, pillent et tuent ; la seule issue pour des populations vulnérables ; le seul recours pour, tout simplement, avoir une chance de survivre. Qui d'autre voudrait, et pourrait, assurer la protection des civils sur autant de théâtres risqués ? A l'inverse, qui voudrait prendre la responsabilité de livrer à leur sort les

populations au Soudan du sud, en RDC ou en RCA ?

Je voudrais ici saluer l'action des près de 110.000 hommes et femmes déployés, qui, aujourd'hui, oeuvrent à éviter de telles tragédies, et rendre hommage aux plus de 3.400 casques bleus qui ont perdu la vie en mission depuis 1948.

Mon deuxième message c'est que le maintien de la paix onusien fait l'objet d'un effort de revue constant et reste engagé dans une dynamique permanente d'amélioration.

Depuis des années, la réflexion est engagée pour améliorer le maintien de la paix. Beaucoup a déjà été fait :

Conceptuellement, les dernières opérations, «multidimensionnelles intégrées», articulent leurs mandats autour de priorités immédiates et vitales - à commencer par la protection des civils et des droits de l'Homme - et des tâches de plus long terme comme le soutien aux processus politiques, aux réformes, ou encore au rétablissement de l'autorité de l'État, qui sont un gage d'efficacité et de succès pour une sortie de crise durable.

Ces mandats requièrent une approche intégrée par tous les acteurs des Nations unies, y compris les fonds, agences et programmes ; le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en est devenu le chef d'orchestre dans la logique de continuum de paix, de sécurité et de développement que nous encourageons.

Beaucoup a été fait aussi sur le plan opérationnel : on attend aujourd'hui des OMP qu'elles soient actives et robustes dans la protection des civils, comme l'illustrent par exemple les actions récentes de la MINUSCA. Nous sommes engagés dans une montée en gamme des troupes, des capacités et de la conduite : formation, équipements, renseignement, soutien médical, capacités linguistiques - promues notamment par la francophonie, moyens aériens, composantes de police : sans être exhaustif, voilà autant de domaines qui évoluent significativement. C'est un effort lourd : les pays contributeurs en troupes et le Secrétariat y sont pour beaucoup.

Au regard de ces progrès, les opérations onusiennes sont celles qui offrent le plus haut degré de légitimité et d'intégration pour répondre aux conflits. Le déploiement d'opérations nationales, tel celui de la France au Sahel et en RCA, ne peuvent agir qu'en complément, jamais en substitution.

Mais les Nations unies ne sont pas toujours l'outil adapté, l'outil unique. C'est là que le partenariat avec les organisations régionales prend tout son sens, et nous soutenons ainsi notamment les travaux engagés avec l'Union africaine, via la résolution 2320, sur la base des avantages comparatifs et dans le respect de la charte des Nations unies.

Est-ce à dire que tout va bien ? Non, mais - c'est mon troisième message - il faut être juste dans le diagnostic et déterminé dans les remèdes.

Certaines difficultés concernent des situations particulières, d'autres sont plus systémiques.

Les abus sexuels ont trahi la probité et la vocation protectrice des casques bleus. Des manquements graves à l'impératif de protection des civils, au Soudan du Sud comme ailleurs, choquent encore nos consciences. De la politique de tolérance zéro sur les abus sexuels aux enquêtes menées sur les manquements aux mandats, tout doit être fait pour corriger et prévenir ces dysfonctionnements graves.

Mais sur l'analyse globale, il faut être juste dans le diagnostic : les difficultés structurelles du maintien de la paix sont aussi extérieures aux opérations. Si certaines s'enkystent, si d'autres semblent trop timorées, c'est que ces opérations ne peuvent réussir que si elles sont assises sur une triple fondation : (i) l'unité du conseil de sécurité ; (ii) la volonté politique des parties de sortir du conflit ; et (iii) des troupes déterminées dans la mise en oeuvre du mandat.

Des éléments qui précèdent, la France appelle à tirer quelques conclusions pour continuer à faire du maintien de la paix un outil adapté aux enjeux actuels.

Tirer des conclusions, cela veut dire d'abord fermer les opérations et passer le relais aux équipes-pays lorsque le mandat est rempli, comme cela est actuellement le cas avec l'ONUCI en Côte d'Ivoire ou la MINUSTAH en Haïti ; nous pourrions y ajouter la MINUL au Libéria et la MINUK au Kosovo, qui ont largement atteint leurs objectifs.

Tirer les bonnes conclusions, cela veut dire aussi reconnaître que certaines missions, malgré les frustrations suscitées par la lenteur des processus politiques, doivent être préservées car elles remplissent un rôle vital, comme le font notamment la MINUSMA, la MINUSCA ou encore la FINUL.

Tirer les bonnes conclusions, cela veut dire aussi continuer à oeuvrer pour que les opérations soient vraiment mises en condition de réussir. Il y a plusieurs axes pour cela :

Premier axe : favoriser l'unité du conseil de sécurité dans le pilotage des opérations. L'appui unifié du conseil est en effet le gage de leur réussite.

Deuxième axe : renforcer notre accompagnement des processus politiques, y compris lorsqu'ils reviennent aux partenaires régionaux, comme au Soudan du sud : tout doit être fait pour assurer la cohérence de notre action collective et l'obtention de résultats. Et nous devons nous rappeler que la réussite de ces efforts politiques nécessite que les violences cessent, et que les civils soient protégés.

Troisième axe : structurer la relation avec l'État-hôte pour qu'elle soit un échange d'engagements et de responsabilités. C'est pourquoi nous soutenons les cadres d'engagement mutuel et leur généralisation.

Quatrième axe : continuer nos efforts pour donner aux opérations les troupes, les compétences et les équipements adaptés à leurs mandats. Cela suppose de continuer le partenariat tripartite entre le conseil de sécurité, le secrétariat et les pays contributeurs de troupes et de police, auquel la France vous le savez contribue activement.

Enfin, tirer les bonnes conclusions, cela veut dire travailler dans une direction ambitieuse, exigeante, qui consiste à mieux insérer le maintien de la paix onusien dans son environnement global et dans la logique de continuum de paix promue, avec le plein soutien de la France, par le secrétaire général.

Madame la Présidente,

Pourquoi le maintien de la paix, construction au départ ad hoc, a-t-il vu ses ambitions et ses moyens croître de la sorte ? Parce qu'il est notre outil à tous, et parce que depuis 60 années, il a fait la preuve et il fait la preuve de son utilité. Nous nous réjouissons de l'échange qui se tient aujourd'hui, un échange important, dont je remercie à nouveau la présidence américaine, qui nous permettra de rendre notre action collective plus forte et plus efficace encore.

Je vous remercie./.